Document généré le 15 juil. 2025 16:05

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

La morale à Montréal

Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 400 pages

Marcel Martel

Volume 9, numéro 2, printemps 2015

URI : https://id.erudit.org/iderudit/73659ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Martel, M. (2015). Compte rendu de [La morale à Montréal / Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 400 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *9*(2), 5–5.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

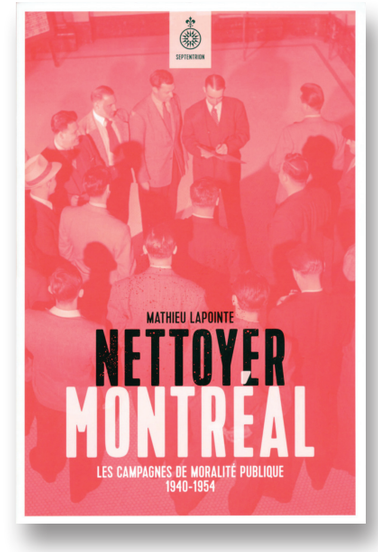
Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA MORALE À MONTRÉAL

Marcel Martel
Chaire Avie Bennett Historica Canada en histoire canadienne



Mathieu Lapointe
Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique, 1940-1954
Québec, Septentrion, 2014, 400 pages

Ah! La corruption! Elle a fait parler d'elle abondamment au Québec au cours des dernières années. Comme on le sait, le dossier de la corruption a dominé l'espace public, incitant même le magazine *Maclean's* à décrire le Québec comme la société la plus corrompue au Canada, affirmation condamnée par de nombreux politiciens et leaders d'opinion. L'excellent ouvrage de l'historien Mathieu Lapointe nous rappelle que ce phénomène social et politique n'est pas nouveau. Si les révélations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, connue sous le nom de commission Charbonneau, incitent à la colère et à l'indignation, des sentiments similaires accueillent les travaux des commissions d'enquête, formées dans les années 1940 et 1950, sur le phénomène de la corruption à Montréal.

Dans sa minutieuse étude sur la corruption à Montréal, Lapointe s'intéresse à la complicité entre les forces policières et les autorités municipales pour protéger les lieux où prolifèrent la prostitution et les jeux du hasard. Il démontre surtout que c'est l'activisme citoyen, appuyé par les médias, qui oblige l'État à intervenir, par d'autres moyens, pour mettre un terme à la corruption. Si les forces policières dans le dossier de la répression de la prostitution à Montréal dans les années 1940 et 1950 sont hésitantes et souvent complaisantes, l'État recourt à la commission d'enquête comme mécanisme de répression.

Divisé en sept chapitres et deux parties, l'ouvrage de Mathieu Lapointe relate avec moult détails l'indignation qui incite des gens à se mobiliser pour lutter contre la corruption, la prostitution et les jeux du hasard. Lapointe amorce son étude par une présentation de la société québécoise dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale : le travail salarié des femmes, la présence militaire, les peurs entourant les maladies transmises sexuellement et les campagnes entreprises pour les prévenir, la prostitution ainsi que l'agitation autour de la délinquance juvénile. Les bouleversements sociaux, économiques et culturels créés par la guerre incitent de nombreux acteurs sociaux (individus, quotidiens, organismes sociaux souvent d'inspiration catholique, l'Église catholique) à se mobiliser, car il faut agir. Selon eux, le temps est venu de « nettoyer » Montréal. Cette mobilisation n'obtient toutefois pas de succès, car les dénonciations ne suffisent pas à forcer l'État à intervenir. Il faut maintenir la pression. À ce titre, les quotidiens, notamment *Le Devoir*, jouent un rôle crucial. Ils disséminent des informations documentant l'existence de la prostitution et des maisons de jeux du hasard et surtout la complicité de la part de ceux qui ont la responsabilité de les réprimer puisque ces activités sont criminelles. Ces informations dans l'espace public contribuent à multiplier les alliés qui recourent à de multiples moyens pour forcer d'autres entités étatiques à intervenir, puisque les forces policières et les politiciens municipaux ne le font pas. Ainsi La Ligue de vigilance sociale voit le jour en 1944. Ces porte-paroles demandent une enquête sur le « vice » et sur ceux qui protègent la prostitution et les jeux du hasard.

Pour ceux qui font la promotion du « nettoyage de Montréal », le temps est venu de faire le ménage lors des élections municipales de 1954 en votant pour Jean Drapeau.

Dans son étude, Mathieu Lapointe rappelle que si la prostitution et les jeux du hasard suscitent l'indignation et incitent à la mobilisation sociale, cette mobilisation n'est pas suffisante pour forcer l'État à intervenir. Des individus en particulier, notamment Pax Plante, jouent un rôle déterminant. Cet avocat de l'escouade de la moralité de la police de Montréal, qui devient le directeur de l'escouade de la moralité jusqu'à son congédiement en 1948, utilise ses fonctions pour faire la lutte au « vice commercialisé » ainsi qu'à ceux qui protègent ces activités en procédant à des arrestations et à la fermeture de certains bordels. L'activisme de Plante plaît à ceux qui dénoncent le vice, mais amène toutefois le chef de police de Montréal à le congédier. Son renvoi aide la cause des dénonciateurs du vice commercialisé. Comme le souligne Lapointe, Plante utilise ses connaissances acquises pour rédiger une série d'articles dans *Le Devoir*. Les faits présentés placent les autorités dans une position intenable. Il faut former une commission d'enquête, car ceux qui la demandent disposent, grâce à Plante, de faits qui démontrent la complicité entre les policiers, les autorités municipales, les propriétaires de bordels et les membres du crime organisé. La formation du Comité de moralité publique accentue la pression et amène la création de la commission Caron.

Le dernier chapitre de l'ouvrage de Lapointe se conclut sur les travaux de l'enquête, présidée par le juge François Caron et qui débute en 1950. Cette enquête suscite un vif intérêt chez le public, puisque policiers, politiciens municipaux et membres de la pègre y défilent. Les travaux de la commission démontrent les liens entre les politiciens municipaux, les policiers et ceux associés au « vice commercialisé ». Dans ses conclusions, le juge affirme que la tolérance de la part des représentants de l'État du « vice commercialisé » a pris fin avec la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale. Selon lui, il n'y avait plus de complicité policière à compter de 1948. Quant aux membres du comité exécutif municipal, il n'y a pas de condamnations « faute de preuve suffisante » (p. 358). Pour ceux qui font la promotion du « nettoyage de Montréal », le temps est venu de faire le ménage lors des élections municipales de 1954 en votant pour Jean Drapeau.

On s'étonne de l'absence des femmes dans cette mobilisation sociale à Montréal. Si le cas de Montréal démontre que ce sont les membres de la classe moyenne qui s'indignent et se mobilisent, phénomène similaire dans les autres villes nord-américaines, l'absence des femmes est un fait à souligner. Comme on le sait, les femmes ont exercé, parfois un rôle de direction, dans les campagnes contre la prostitution puisque les travailleuses du sexe sont « étiquetées » comme des femmes déchues.

Il faut féliciter l'auteur pour l'inclusion de photos, d'articles de journaux et de caricatures pour agrémenter la lecture du livre. *Nettoyer Montréal* rappelle que la gestion de la prostitution et des jeux du hasard donne lieu à des réactions ambivalentes de la part de l'État. Si les jeux du hasard sont maintenant légaux et sous le contrôle de l'État, le dossier de la prostitution est toujours l'objet de vifs débats sociaux. ❖